

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/206957]

6 NOVEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'annexe I^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et modifiant l'annexe XVI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre I^{er} de l'Environnement, notamment les articles D. 66, § 2, et D. 67;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 3 modifié par le décret du 22 novembre 2007, 17, alinéa 1^{er}, 21, alinéa 3, 83 et 87, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu avis de la Cellule autonome d'avis en développement durable, donné le 14 avril 2014;

Vu l'avis 56.321/4 du Conseil d'Etat donné le 4 juin 2014 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que le traitement de la matière minérale en carrière est réalisé par une succession d'opérations d'exploitation qui vont du front d'abattage jusqu'aux produits finis commercialisables; que pour une carrière de roche dure, la suite des opérations peut être résumée comme suit :

- abattage de la roche;
- chargement vers un concasseur primaire par des chargeurs ou pelles hydrauliques et transport par dumper vers le concasseur primaire;
- concassage primaire qui réduit une première fois la taille des blocs abattus;
- transport de la roche, souvent via des bandes transporteuses;
- concassage secondaire, tertiaire voire quaternaire et criblages successifs qui permettent d'obtenir des concassés de différentes granulométries;
- mise en stock;

Considérant que les installations étant interconnectées, la capacité de la chaîne de production ne peut excéder la capacité de l'installation la plus « faible »; qu'en d'autres termes, un concasseur primaire d'une capacité de production supérieure à 1 200 000 tonnes ne pourra jamais fonctionner à cette capacité si le concasseur secondaire possède une capacité inférieure;

Considérant, par ailleurs, que les effets environnementaux de ces techniques sont relativement bien connus (essentiellement des émissions de poussières et le bruit), tout comme les techniques à mettre en œuvre pour les atténuer; que ces impacts sont fonction de la production réelle et non de la capacité maximale de production;

Considérant qu'à l'expérience, l'application de la rubrique actuelle se relève insatisfaisante; que l'estimation de la capacité nominale d'une installation s'effectue en effet suivant un calcul qui ne tient pas compte de la réalité de l'exploitation;

Considérant qu'une capacité de traitement théorique telle que calculée actuellement conduit à une surévaluation des impacts attendus d'un projet et, partant, à une surestimation des moyens techniques et/ ou économiques à mettre en œuvre pour garantir une gestion intégrée des nuisances et pollution qu'un établissement est susceptible de causer, directement ou indirectement, pendant ou après l'exploitation;

Considérant qu'il convient que le critère de classification soit plus précis et réponde de manière plus adéquate au prescrit de l'article D.67, § 3, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement qui dispose que la notice d'évaluation des incidences ou l'étude d'incidences comportent au minimum les informations suivantes :

- 1^o une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions;
- 2^o les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement;
- 3^o une description des mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs importants et, si possible, pour y remédier;
- 4^o une esquisse des principales solutions de substitution qui ont été examinées par l'auteur d'études d'incidences ou par le demandeur et une indication des principales raisons du choix de ce dernier, eu égard aux effets sur l'environnement;
- 5^o un résumé non technique des points mentionnés ci-dessus;

Considérant que ce critère devrait prendre mieux la mesure des impacts à attendre d'un projet, permettre d'avoir une meilleure évaluation des mesures ou alternatives à envisager pour prévenir et réduire les nuisances, mesures ou alternatives qui doivent se baser sur les meilleures technologies disponibles conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant qu'il est proposé de modifier la rubrique de façon à affiner l'appréciation à porter sur l'installation en fonction des facteurs objectifs qui permettent de calculer la capacité de production : limites techniques de l'installation conformément aux données du constructeur, bridage technique, interaction des équipements et horaires d'exploitation. De cette manière, l'autorité compétente aura une meilleure appréciation des incidences de l'établissement puisque l'installation sera décrite avec davantage de précision; que l'application des éléments à prendre concrètement en compte pour calculer la capacité de production rendra ainsi parfaitement compte de ce qu'une installation déterminée ne sera pas de celles qui génèrent des incidences notables sur l'environnement au sens des articles D.66, § 2, et D.68, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, la rubrique 14.90.01. est remplacée par ce qui suit :

Numéro - Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division
ZH	ZHR	ZI		
14.90.01. Unités intégrées de concassage, de criblage, de lavage, de centrale à béton, d'enrobage, de manutention, de travail de la pierre 14.90.01.01 dont la capacité de production est supérieure ou égale à 1 200 000 t/an Capacité de production : capacité calculée sur base des facteurs suivants : 1° la capacité de production totale annuelle indiquée par le fournisseur des équipements, tenant compte des mises à l'arrêt obligatoires de chaque équipement pour des interventions de maintenance 2° le bridage technique des équipements; 3° les interactions éventuelles des équipements entre eux; 4° les horaires d'exploitation figurant dans le dossier de demande.	1	X	AWAC, DPP, DGO1	
14.90.01.02. autres installations	2		DPP, DGO1	

Art. 2. Le paragraphe 1^{er} de l'annexe XVI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est complété par le paragraphe 3 suivant :

« § 3 toute demande de permis d'environnement ou de permis unique concernant une installation visée à la rubrique 14.90. : Dépendances de carrière, comporte les indications et pièces suivantes :

- 1° capacité de production annuelle indiquée par le fournisseur pour chaque équipement;
- 2° durée des mises à l'arrêt obligatoires pour les interventions maintenance de chaque équipement;
- 3° s'il est effectué le ou les bridage(s) technique(s) des équipements;
- 4° description des éventuelles interactions des équipements entre eux;
- 5° horaires d'exploitation. ».

Art. 3. Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 novembre 2014.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/206957]

6. NOVEMBER 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten und zur Abänderung der Anlage XVI des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel 66, § 2 und D. 67;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere des Artikels 3, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, der Artikel 17, Absatz 1, 21, Absatz 3, 83 und 87, Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 14. April 2014 abgegebenen Gutachtens der autonomen Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung;

Aufgrund des am 4. Juni 2014 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 56.321/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Behandlung der mineralischen Stoffe in Steinbrüchen durch eine Reihe von Betriebsvorgängen durchgeführt wird, die von der Abbaufont bis zu den marktfähigen Fertigprodukten reichen; dass für ein Steinbruch mit hartem Gestein die Reihenfolge der Vorgänge folgendermaßen zusammengefasst werden kann:

- Abbau des Gesteins;
- Verladung zu einer Primärbrechanlage durch Hydraulikverlader oder -bagger und Transport durch Dumper zur Primärbrechanlage;
- primäre Zerkleinerung, die beim ersten Mal die Größe der abgebauten Blöcke verringert;
- Transport des Gesteins, oft durch Transportbänder;
- sekundäre, tertiäre und sogar quartäre Zerkleinerung und aufeinanderfolgende Siebvorgänge, durch die Splitt in verschiedenen Korngrößen entsteht;
- Lagerung;

In der Erwägung, dass aufgrund der Verknüpfung der Anlagen die Kapazität der Produktionslinie die Kapazität der "schwächsten" Anlage nicht überschreiten darf; in anderen Worten, dass eine Primärbrechanlage mit einer Produktionskapazität von mehr als 1 200 000 Tonnen niemals mit dieser Kapazität funktionieren kann, wenn die sekundäre Brechanlage eine geringere Kapazität hat;

In der Erwägung außerdem, dass die Umweltauswirkungen dieser Techniken (hauptsächlich die Staubemissionen und der Lärm), wie auch die zwecks deren Minderung anzuwendenden Techniken relativ bekannt sind; dass diese Auswirkungen von der tatsächlichen Produktion und nicht von der maximalen Produktionskapazität abhängen;

In der Erwägung, dass sich die Anwendung der gegenwärtigen Rubrik erfahrungsgemäß als unbefriedigend erweist; dass die Einschätzung der Nennkapazität einer Anlage in der Tat nach einer Berechnung erfolgt, die den tatsächlichen Betrieb nicht berücksichtigt;

In der Erwägung, dass eine theoretische Behandlungskapazität, so wie sie gegenwärtig berechnet wird, zu einer Überbewertung der erwarteten Auswirkungen eines Projekts und davon ausgehend zu einer Überbewertung der zur Gewährleistung einer integrierten Verwaltung der Belästigungen und der Verschmutzung, die ein Betrieb direkt oder indirekt, während oder nach dem Betrieb verursachen kann, anzuwendenden technischen und/oder wirtschaftlichen Mittel führt;

In der Erwägung, dass es demnach angebracht ist, dass das Einstufungskriterium genauer beschrieben wird und der Vorschrift des Artikels D.67, § 3 des Buches I des Umweltgesetzbuches, in dem bestimmt wird, dass die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder die Umweltverträglichkeitsprüfung mindestens die nachstehenden Informationen enthalten, auf angemessener Weise nachkommt:

- 1° eine Beschreibung des Projekts, die Informationen über dessen Standort, Konstruktion und Umfang enthält;
- 2° die zur Identifizierung und Bewertung der wichtigsten Auswirkungen, die das Projekt auf die Umwelt haben könnte, erforderlichen Angaben;
- 3° eine Beschreibung der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der negativen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt und, wenn möglich, zu deren Abhilfe;
- 4° eine kurze Darstellung der wichtigsten Ersatzlösungen, die von dem Umweltverträglichkeitsprüfer oder von dem Antragsteller untersucht wurden und eine Angabe der wichtigsten Gründe für die Wahl, die Letzterer in Anbetracht der Auswirkungen auf die Umwelt getroffen hat;
- 5° eine nichttechnische Zusammenfassung der oben angeführten Punkte.

In der Erwägung, dass dieses Kriterium das Ausmaß der von einem Projekt zu erwartenden Auswirkungen besser erkennen und eine bessere Bewertung der zur Vermeidung und Verringerung der Belästigungen in Betracht zu ziehenden Maßnahmen und Alternativen ermöglichen sollte; diese Maßnahmen und Alternativen müssen sich gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung auf die besten verfügbaren Technologien stützen;

In der Erwägung, dass der Vorschlag gemacht wird, die Rubrik derart zu ändern, dass die Bewertung der Anlage unter Berücksichtigung objektiver Faktoren, durch die die Produktionskapazität berechnet werden kann, verfeinert wird: technische Grenzen der Anlage nach den Angaben des Herstellers, technische Leistungsverminderung, Interaktion der Ausrüstungen und Betriebszeiten. Auf diese Weise kann die zuständige Behörde die Auswirkungen des Betriebs besser bewerten, da die Anlage genauer beschrieben wird; in der Erwägung, dass die Anwendung der zur Berechnung der Produktionskapazität konkret zu berücksichtigenden Elemente demnach völlige Gewissheit darüber gibt, dass eine bestimmte Anlage nicht zu denjenigen gehört, die bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt haben werden im Sinne der Artikel D.66, § 2 und D.68 des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Rubrik 14.90.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten wird durch das Folgende ersetzt:

Nummer - Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren
ZH	ZHR	ZI		
14.90.01. Integrierte Einheiten für das Zerkleinern, das Sieben, das Waschen, das Fertigbetonwerk, die Ummantelung, die Handhabung, die Bearbeitung des Steins 14.90.01.01 deren Produktionskapazität mindestens 1 200 000 T/Jahr beträgt Produktionskapazität: Auf der Grundlage folgender Faktoren berechnete Kapazität: 1° die vom Lieferanten der Ausrüstungen angegebene gesamte jährliche Produktionskapazität, unter Berücksichtigung der vorgeschriebenen Ausschaltungen einer jeden Ausrüstung zwecks Wartungsarbeiten; 2° die technische Leistungsverminderung; 3° die eventuellen Interaktionen zwischen den Ausrüstungen; 4° die in der Antragsakte angeführten Betriebszeiten.	1	X	AWAC, DPP, DGO1	

Nummer - Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren
ZH	ZHR	ZI		
14.90.01.02. sonstige Anlagen	2		DPP, DGO1	

Art. 2 - Der Paragraph 1 der Anlage XVI des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird durch folgenden Paragraphen 3 ergänzt:

“ § 3 jeder Antrag auf eine Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung betreffend eine in der Rubrik 14.90.: Nebenanlagen von Steinbrüchen enthält folgende Angaben und Unterlagen:

- 1° die vom Hersteller für jede Ausrüstung angegebene jährliche Produktionskapazität;
- 2° die Dauer der vorgeschriebenen Ausschaltungen zwecks Wartungsarbeiten einer jeden Ausrüstung;
- 3° die technische(n) Leistungsverminderung(en) der Ausrüstungen, falls diese durchgeführt werden;
- 4° die Beschreibung der eventuellen Interaktionen zwischen den Ausrüstungen;
- 5° die Betriebszeiten.”

Art. 3 - Die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. November 2014

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/206957]

6 NOVEMBER 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en tot wijziging van bijlage XVI bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D. 66, § 2, en D. 67;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, 17, eerste lid, 21, derde lid, 83 en 87, derde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het advies van de adviescel voor duurzame ontwikkeling, gegeven op 14 april 2014;

Gelet op het advies 56.321/4 van de Raad van State, gegeven op 4 juni 2014, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de behandeling van de minerale stoffen in de groeve wordt uitgevoerd door een opeenvolging van exploitatiehandelingen die zowel het winningsfront als de verhandelbare eindproducten omvatten; dat voor een groeve van hard gesteente, de volgende handelingen als volgt kunnen worden samengevat :

- afbreken van het gesteente;
- lading naar een primaire breekmachine door hydraulische laders of graafmachines en vervoer via dumper naar de primaire breekmachine;
- het primair breken dat de omvang van de afgebroken blokken vermindert;
- vervoer van het gesteente, vaak via transportbanden;
- het secundair, tertiair en zelfs quartair breken en het opeenvolgend zeven die steenslag met verschillende granulometrieën opleveren;
- opslag;

Overwegende dat de capaciteit van de productielijn de capaciteit van de "zwakste" installatie niet mag overschrijden daar de installaties onderling verbonden zijn; dat, met andere woorden, een primaire breekmachine met een productiecapaciteit van meer dan 1 200 000 ton nooit volgens die capaciteit zal kunnen werken als de secundaire breekmachine een lagere capaciteit heeft;

Overwegende overigens dat de milieueffecten van deze technieken tamelijk goed gekend zijn (voornamelijk de emissies van stofdeeltjes en de geluidshinder), net zoals de aan te wenden technieken om deze effecten in te perken; dat deze effecten afhangen van de werkelijke productie en niet van de maximale productiecapaciteit;

Overwegende dat uit ervaring blijkt dat de toepassing van de huidige rubriek ontoereikend is; dat de raming van de nominale capaciteit van een installatie inderdaad gebeurt volgens een berekening die geen rekening houdt met de werkelijkheid van de exploitatie;

Overwegende dat een theoretische verwerkingscapaciteit zoals nu berekend, leidt tot een overwaardering van de verwachte effecten van een project en, bijgevolg, tot een overwaardering van de technische en/of economische middelen die moeten worden aangewend om een geïntegreerd beheer van de hinder en de verontreiniging te waarborgen die een inrichting, rechtstreeks of onrechtstreeks, tijdens of na de exploitatie zou kunnen veroorzaken;

Overwegende dat het indelingscriterium nauwkeuriger moet zijn en op een meer gepaste manier aan de voorschriften moet voldoen van artikel D.67, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek waarin bepaald wordt dat de effectbeoordelingsnota of de milieueffectstudie minstens de volgende informatie moet bevatten :

- 1° een omschrijving van het project, met gegevens over de site, het ontwerp en de omvang ervan;
- 2° de vereiste gegevens voor de opsporing en de evaluatie van de voornaamste milieueffecten van het project;
- 3° een omschrijving van de overwogen maatregelen om de belangrijke negatieve effecten te voorkomen en te beperken en, indien mogelijk, te verhelpen;
- 4° een overzicht van de voornaamste alternatieve oplossingen die de auteur van het effectonderzoek of de aanvrager heeft onderzocht en een opgave van de voornaamste redenen voor de keuze van deze laatste, rekening houdende met de milieueffecten; de vereiste gegevens voor de opsporing en de evaluatie van de voornaamste milieueffecten van het project;
- 5° een niet-technische samenvatting van de bovenvermelde gegevens;

Overwegende dat dit criterium de te verwachten effecten van een project beter zou moeten omlijnen, de mogelijkheid zou moeten bieden om een betere evaluatie te maken van de te overwegen maatregelen of alternatieven om de hinder te voorkomen of in te perken, dat deze maatregelen of alternatieven moeten steunen op de best beschikbare technologieën overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat er wordt voorgesteld om de rubriek te wijzigen om de beoordeling m.b.t. de installatie te verfijnen naar gelang van de objectieve factoren die toelaten om de productiecapaciteit te berekenen : technische beperkingen van de installatie overeenkomstig de gegevens van de bouwer, technisch spannen, interactie van de uitrustingen en dienstregeling. Op die manier zal de bevoegde overheid de effecten van de inrichting beter beoordelen aangezien de installatie met meer nauwkeurigheid omschreven zal zijn; dat de toepassing van de gegevens die concreet in aanmerking moeten worden genomen om de productiecapaciteit te berekenen aldus duidelijk zal vermelden dat een bepaalde installatie geen installatie zal zijn die aanzienlijke milieueffecten zou kunnen veroorzaken in de zin van artikel D.66, § 2, en D.68, van Boek I van het Milieuwetboek;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt rubriek 14.90.01. vervangen als volgt :

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren
WG	LWG	BR		
14.90.01. Geïntegreerde eenheden voor het breken, zeven, spoelen, betoncentrale, omhullen, behandelen en bewerken van steen 14.90.01.01 waarvan de productiecapaciteit gelijk is aan 1 200 000 t/jaar of meer Productiecapaciteit: capaciteit berekend op basis van de volgende factoren: 1° de jaarlijkse totale productiecapaciteit opgegeven door de leverancier van de uitrustingen, waarbij rekening wordt gehouden met de verplichte stilleggingen van elke uitrusting in verband met de tussenkomsten voor het onderhoud 2° het technisch spannen van de uitrustingen; 3° de eventuele interacties van de uitrustingen onderling; 4° de dienstregeling vermeld in het aanvraagdossier.	1	X	AWAC, DPP, DGO1	
14.90.01.02. overige installaties	2		DPP, DGO1	

Art. 2. Paragraaf 1 van bijlage XVI bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

” § 3 elke aanvraag om een milieuvergunning of een unieke vergunning die betrekking heeft op een installatie bedoeld in rubriek 14.90. : Aanhorigheden van groeven, bevat de volgende gegevens en stukken :

- 1° jaarlijkse productiecapaciteit opgegeven door de leverancier voor elke uitrusting;
- 2° duur van de verplichte stilleggingen voor de tussenkomsten in verband met het onderhoud van elke uitrusting;
- 3° indien verricht, het technisch spannen van de uitrustingen;
- 4° omschrijving van de eventuele interacties van de uitrustingen onderling;
- 5° dienstregeling.”.

Art. 3. De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 november 2014.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[2014/206878]

Raad van state. — Vernietiging

Het arrest nr. 228.830 uitgesproken door de Raad van State op 21 oktober 2014 vernietigt het koninklijk besluit van 17 januari 2013 tot wijziging, wat bepaalde tandheelkundige verstrekkingen betreft, van de artikelen 5 en 6 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[2014/206878]

Conseil d'Etat. — Annulation

L'arrêt n° 228.830 prononcé par le Conseil d'Etat le 21 octobre 2014 annule l'arrêté royal du 17 janvier 2013 modifiant, en ce qui concerne certaines prestations dentaires, les articles 5 et 6 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2014/00848]

Raad van State. — Vernietiging

Bij arrest nr. 228.989 van 30 oktober 2014 van de Raad van State wordt het koninklijk besluit van 15 augustus 2012 (gepubliceerd in het B.S. op 30 augustus 2012) waarbij Stefan Thomaes, attaché A1, wordt bevorderd door verhoging naar de hogere klasse tot de klasse A2 met titel van attaché, Nederlands taalkader, vakrichting "Algemeen Beheer", met ingang van 1 september 2011, vernietigd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2014/00848]

Conseil d'Etat. — Annulation

Par arrêt n° 228.989 du 30 octobre 2014 du Conseil d'Etat, est annulé l'arrêté royal du 15 août 2012 (publié au M.B. le 30 août 2012), promouvant Stefan THOMAES, attaché A1, par avancement à la classe supérieure dans le cadre linguistique néerlandais à la classe A2 au titre d'attaché, dans la filière de métiers « Gestion générale », à partir du 1^{er} septembre 2011.

FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR GENEESMIDDELEN EN GEZONDHEIDSPRODUCTEN

[C - 2014/18416]

Personeel. — Bevordering

Bij ministerieel besluit van 10 april 2014 wordt Mevr. Greet Declerck, bevorderd door verhoging naar de hogere klasse in de klasse NA2 bij het Federaal agentschap voor geneesmiddelen en gezondheidsproducten in een betrekking van het Nederlands taalkader, met ingang van 1 februari 2014.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij een ter post aangetekende brief aan de Raad van State, wetenschapsstraat 33, te Brussel, te worden toegezonden.

AGENCE FEDERALE DES MEDICAMENTS ET DES PRODUITS DE SANTE

[C - 2014/18416]

Personnel. — Promotion

Par arrêté ministériel du 10 avril 2014, Mme Greet Declerck, est promue par avancement à la classe supérieure dans la classe NA2 à l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} février 2014.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR GENEESMIDDELEN EN GEZONDHEIDSPRODUCTEN

[C - 2014/18417]

Personeel. — Bevordering

Bij ministerieel besluit van 18 augustus 2014 wordt Mevr. Caroline Van Droogenbroeck, bevorderd door verhoging naar de hogere klasse in de klasse NA2 bij het Federaal agentschap voor geneesmiddelen en gezondheidsproducten in een betrekking van het Nederlands taalkader, met ingang van 1 mei 2014.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij een ter post aangetekende brief aan de Raad van State, wetenschapsstraat 33, te Brussel, te worden toegezonden.

AGENCE FEDERALE DES MEDICAMENTS ET DES PRODUITS DE SANTE

[C - 2014/18417]

Personnel. — Promotion

Par arrêté ministériel du 18 août 2014, Mme Caroline Van Droogenbroeck, est promue par avancement à la classe supérieure dans la classe NA2 à l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} mai 2014.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.